

FIÈRES ET FIERES D'ÊTRE SYNDICALISTES
UNE FTQ D' ACTIONS ET DE SOLUTIONS

**28^e Congrès de la Fédération
des travailleurs et travailleuses
du Québec (FTQ)**

Du 26 au 30 novembre 2007

Équipe de relecture

Diane Bélanger, Louis Cauchy,
Robert Demers, Aline Vallières

Coordination de la publication

Isabelle Gareau

Page couverture et mise en page

Anne Brissette

Photographies

Archives FTQ, SCFP

**Fédération des travailleurs et
travailleuses du Québec (FTQ)**

565, boulevard Crémazie Est
Bureau 12100
Montréal (Québec) H2M 2W3

Téléphone : 514 383-8000

Télécopieur : 514 383-8038

www.ftq.qc.ca

Dépôt légal – 4^e trimestre 2007

Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 978-2-89639-039-7

NOS EMPLOIS, NOS DROITS: DES IMPÉRATIFS PRÉSENTS POUR LE FUTUR



C'est le privilège du président de la FTQ d'ouvrir les débats du Congrès par sa propre contribution à la mise en perspective des questions qui ont été soulevées dans nos rangs et dont vous discuterez cette semaine.

Mon discours sera bref. C'est à vous autres de vous exprimer durant ce moment privilégié de notre vie politique syndicale commune qu'est le Congrès de la Fédération.

Si nous pouvons nous enorgueillir d'être une organisation d'actions et de solutions, c'est que nous sommes également une centrale de réflexion, de discussion et de détermination.

Les grands enjeux de société, nous les avons toujours abordés avec ce pragmatisme qui ne peut que venir d'une relation privilégiée avec ceux et celles qui, quotidiennement, produisent la richesse et dispensent les services, les 550 000 travailleurs et travailleuses qui vous ont mandatés pour les représenter ici aujourd'hui.

Au diapason des besoins, des inquiétudes et des espoirs de la société, c'est à nous de nous fixer des objectifs réalisables, collés sur les préoccupations de nos membres, de leur famille et de leur région.

Une de nos plus constantes caractéristiques, on nous le reconnaît, c'est de toujours arriver avec une ou des solutions lorsque nous nous présentons pour faire des représentations. Jamais nous ne sommes arrivés avec un simple cahier de doléances ou une liste d'épicerie de récriminations.

Nous pouvons être fiers et fières d'être syndicalistes. Si le moindre doute vous effleurait l'esprit, fermez les yeux et respirez profondément en imaginant ce que serait le Québec si le mouvement syndical n'existait pas.

Adieu assurance-emploi, assurance-maladie, prévention et réparation des accidents du travail, régime public de retraite, congés de maladie, équité en emploi, éducation publique, non-discrimination en emploi, heures de travail décentes et juste rémunération, congés de maternité, retrait préventif, droit de refuser un travail dangereux, congés fériés, etc.

Puis ouvrez les yeux, et dites-vous que rien n'est acquis de ce que nous avons bâti, et que sans cesse de nouvelles difficultés, de nouveaux défis devront être relevés. L'importance du mouvement syndical, les idéologues de droite l'ont bien comprise. Ce n'est pas par hasard que, lorsqu'ils s'attaquent aux acquis sociaux, les syndicats sont les premiers dans leur ligne de tir. Ces idéologues ne se trompent pas sur le caractère progressiste des syndicats dans notre société.

Notre fierté d'être syndicalistes trouve bien sa source dans le temps présent, dans nos actions quotidiennes, mais également dans la préservation de la mémoire de ces travailleurs et travailleuses qui se sont battus pour nous dans le passé, ces défricheurs qui nous ont laissé le terrain fertile sur lequel nous pouvons aujourd'hui continuer leur travail de bâtisseurs de syndicats.

Il faut souligner le travail exceptionnel des Conseils régionaux FTQ qui ont si bien su nous rappeler et rappeler à la population par des initiatives très concrètes que des gens se sont battus avant nous dans des conditions qu'on a de la peine à imaginer aujourd'hui. Qu'on pense à cette sculpture monumentale érigée à Salaberry-de-Valleyfield à la mémoire des 3 000 travailleuses et travailleurs (sur une population de 10 000) de la Montreal Cotton qui ont fait une grève de 100 jours en 1946 pour la reconnaissance syndicale.



Qu'on pense encore au monument de Buckingham, inauguré le 7 septembre 2006, à la mémoire de Thomas Bélanger et François Thériault, assassinés en 1906 pour s'être battus en faveur de meilleures conditions de travail à la scierie MacLaren de Buckingham. Nous avons d'ailleurs entrepris des démarches pour que leur histoire soit immortalisée par un film, un peu à la manière des Tisserands du pouvoir ou encore de Sacco et Vanzetti. Nous devons à la mémoire de ces militants déterminés poursuivre ces démarches. La grande première de ce film devrait coïncider avec le prochain Congrès de la FTQ.

La bataille est loin d'être terminée. On peut dire que ces vingt dernières années, en gros, on n'a pas connu de vraie récession. Mais les nuages noirs d'une crise majeure planent déjà sur nos têtes. Du côté de l'économie, de la productivité et des emplois, le climat général devient de plus en plus hostile à l'action syndicale et aux revendications sociales.

La rhétorique antisyndicale accompagne, comme le poivre accompagne le sel, le discours voulant que le Québec croule sous le poids de législations et de règlements désuets, héritage d'un « modèle québécois » fondé sur la participation et le rôle régulateur de l'État.

Surfant sur la vague néolibérale, des politiciens fricotent et concoctent toutes sortes de recettes magiques pour restreindre le mouvement syndical, limiter non seulement sa capacité à défendre les intérêts de ses membres, mais encore plus fondamentalement sa capacité d'organiser les travailleurs et travailleuses non syndiqués.

L'engouement patronal pour le vote obligatoire, drapé derrière le principe généreux de la liberté des individus, n'est rien d'autre qu'une vicieuse entourloupette pour réprimer toute velléité de syndicalisation.

L'organisation, c'est l'oxygène du syndicalisme. Sans organisation, c'est l'asphyxie, c'est la mort. C'est comme ça qu'on veut nous étrangler! C'est une bataille à la vie à la mort que vous aurez à livrer. On ne se laissera pas Wal-Martyriser.

Enfin, permettez-moi, avant de me retirer, de vous faire part de mes préoccupations au sujet de quelques grands dossiers qui me tiennent particulièrement à cœur et qui occuperont le devant de la scène syndicale dans les mois et les années à venir.

La force de nos convictions, le courage de nos positions

Certains nous ont critiqués lors du Forum social étudiant pour une supposée tiédeur en matière de revendications plus sociales... Faut le faire! Si le Québec a aujourd'hui une bonne longueur d'avance en matière de programmes sociaux, on peut dire un gros merci au mouvement syndical!

Ce sont les travailleurs et travailleuses, et surtout les syndiqués, qui paient plus que leur part des impôts au Québec pour soutenir les programmes sociaux universels que nous avons. Si l'éducation est plus accessible au Québec qu'ailleurs au chapitre des coûts, c'est bien à nous qu'on le doit en grande partie!

Et nous étions des 75 % des Québécois et Québécoises qui nous opposions à la baisse des impôts du gouvernement Charest, pour privilégier plutôt l'investissement dans nos programmes sociaux.

Ça explique peut-être aussi pourquoi, dans le sondage qui vous sera présenté durant le Congrès, c'est chez les 16-34 ans non syndiqués que la nécessité du syndicalisme marque des points!

Mais surtout, nous n'hésitons pas à prendre des positions qui ne sont pas dans l'humeur du jour, qui transcendent les modes et la rectitude politique. Ça nous a valu des accusations très dures d'avoir torpillé des mouvements de protestation ou des mouvements initiés par certains haut-parleurs de la société.

Il y a quelques années, nous avons été collectivement fusillés sur la place publique quand nous avons décliné la proposition d'une grève sociale qui ressemblait à un leurre inatteignable, pouvant causer une démobilisation dévastatrice dans nos rangs.

Prenons encore le Rapport de Greenpeace sur la forêt boréale : un véritable épouvantail qui passe sous silence les réalisations de l'industrie et qui prend en otage les travailleurs et les économies régionales. Plutôt que de regarder ensemble ce que nous pouvons faire pour le développement durable, ils ont choisi le mode confrontation. Nous on croit qu'une forêt, ça se cultive, et qu'il y a moyen de le faire intelligemment sans compromettre les écosystèmes dans leur pérennité.

On ne changera pas d'idée malgré tout le battage médiatique que certains utilisent à des fins discutables et souvent d'origine nébuleuse. Quand on sait que la quasi-totalité de la douzaine de groupes qui dénonçaient un projet hydroélectrique, cet été à Montréal, étaient d'origine américaine, on comprend mal pourquoi ils ne sont pas chez eux à manifester devant une centrale au charbon.

Conservons donc cette indépendance de jugement et ce pragmatisme qui nous permettent d'évoluer en gardant toujours les deux pieds bien sur terre.

Ce pragmatisme et cette indépendance d'esprit doivent nous accompagner, par exemple, dans le débat actuel sur les accommodements raisonnables.

C'est un bon débat, qui met surtout en lumière un certain ras-le-bol de la suprématie des droits individuels.

Une nation, ce n'est pas une addition d'individus. Les droits de la collectivité établissent de larges consensus dont certains ne peuvent être fragmentés ou érodés sous peine de disparition. L'égalité homme-femme ne se troque pas contre la reconnaissance de tribunaux islamiques, par exemple. Nous ré-insistons sur la nécessaire laïcité de l'espace public. Pour nous, la foi de l'un ne doit pas devenir la loi de l'autre. De même, l'affirmation de la langue française comme langue commune et d'intégration harmonieuse au Québec ne saurait être remise en péril alors que nous sommes isolés dans un monde anglophone.

Une récession sur fond de crise à l'horizon

Huntingdon, Lebel-sur-Quévillon, Salaberry-de-Valleyfield... fermetures, restructurations, délocalisations... ces trois dernières années furent particulièrement éprouvantes.



Le monde politique semble manifester une indifférence qui fait mal au cœur, quand on regarde tous les drames humains qui se profilent derrière de froides statistiques ou de banals constats d'impuissance.

Notre base industrielle disparaît, et peut entraîner une douloureuse récession pour la classe ouvrière.

Malgré tous les cris d'alarme que nous avons pu lancer, il semble bien que les gouvernements ont carrément démissionné de leur rôle de régulateurs pour laisser les seules forces du marché agir, en toute conformité avec les grands préceptes du néolibéralisme.

Les gouvernements doivent de toute urgence développer un plan d'action pour faire face à l'impact de la hausse dévastatrice du dollar canadien sur le secteur manufacturier.

Le Québec manufacturier a perdu près de 150 000 emplois entre 2002 et 2006, et des analystes prévoient qu'il s'en perdra pratiquement autant si rien n'est fait.

Il semble y avoir deux économies au Canada. Celle de l'Ouest, dopée par le prix toujours plus élevé du baril de pétrole et par un développement débridé, et celle du Québec et de l'Ontario qui assistent à l'agonie de leur secteur manufacturier.

Avec chaque hausse d'un seul cent du dollar canadien, ce sont 18 000 emplois qui disparaissent dans le secteur manufacturier. Depuis l'emballlement du dollar, le Canada a perdu quelque 300 000 emplois. C'est une hécatombe.

Alors que les entreprises devraient profiter de la hausse du dollar canadien pour investir dans de l'équipement et de la machinerie, on assiste au contraire à une forte baisse de ces investissements qui sont passés de 5,3 milliards de dollars en 2000 à 3,6 milliards de dollars en 2006.

Notre balance commerciale affichait un surplus de 6 milliards de dollars en 1999. Sept ans plus tard, elle était déficitaire de 8 milliards de dollars!

Des secteurs entiers, comme la forêt, le textile et le vêtement sont frappés de plein fouet.



Le discours qui sert d'alibi à l'inaction des gouvernements, c'est que des emplois sont créés pour remplacer ceux qui sont disparus. Le taux de chômage, autour de 6%, est même le plus bas des 33 dernières années!

Ce qu'on ne dit pas, c'est que nous perdons de bons emplois dont la perte signifie souvent la fin de la protection syndicale, la fin des régimes d'assurances collectives et de retraite.

Nous réclamons depuis des mois la tenue d'un Sommet sur le secteur manufacturier. Il ne faut pas craindre d'aller à contre-courant et soutenir un réengagement de l'État en faveur de la croissance et de l'emploi.

Le présent Congrès se penchera sur une politique industrielle créatrice d'emplois. Il faut ramener l'emploi au centre des priorités gouvernementales et réaffirmer à nouveau le rôle du secteur manufacturier comme moteur du progrès économique et social.

Le ballon de la responsabilité sociale des entreprises s'est honteusement dégonflé. Fermetures, fusions, concessions et réorganisations ne suivent plus d'autre impératif que le versement de dividendes toujours plus élevés à très court terme aux actionnaires.

Les primes faramineuses versées aux dirigeants d'entreprises qui seraient acquises ou fusionnées sont devenues un véritable scandale.

Les résultats de la recherche dont vous prendrez connaissance en commissions, sont éloquentes : le capitalisme financier est obsédé par le rendement maximum à court terme, ce qui conduit à de mauvaises décisions d'affaires dont les travailleurs et les travailleuses font les frais.

On s'attaque à nos conditions de travail, nos salaires et souvent même à la survie de nos collectivités, uniquement pour verser des dividendes toujours plus élevés aux actionnaires, et « graisser » généreusement certains dirigeants qui, pour les plus riches, gagnent en moins d'une journée de travail, le même revenu que la moyenne de leurs salariés dans toute une année.

Des licenciements collectifs obéissent bien plus à une logique boursière qu'à des impératifs de production. Ces boursicoteurs savent pourtant qu'ils sont sur des sièges éjectables, et que la réalité va un jour les rattraper... Ils ont alors inventé les « parachutes dorés » en cas de pépin, d'acquisition par un concurrent, ou tout simplement en cas de congédiement.

Ces « parachutes dorés » sont trop souvent des primes à la mauvaise gestion puisque les sociétés en difficulté font plus souvent l'objet d'une acquisition.

Le nouveau grand patron de Ford, un ex de chez Boeing, a touché un léger boni de 28 millions de dollars alors que la compagnie enregistrait des pertes de plus de 12 milliards de dollars. Ford a dû fermer des usines et mettre à pied des milliers de travailleurs. Et s'il est renvoyé avant d'avoir terminé son contrat de cinq ans, il recevra un parachute doré de plus de 27 millions de dollars.

On évaluait, en mai dernier, à quelque 50 millions de dollars les compensations diverses des dirigeants d'Alcan en cas de prise de contrôle et de perte d'emploi. Pour le seul président et chef de la direction, la compensation avoisinerait environ 29 millions de dollars.

La une des journaux français dénonçant les primes de départ de l'ex-dirigeant d'EADS et Airbus (8,5 millions d'euros) et du P.D.G. du grand magasin Printemps (2,5 millions d'euros, soit plus de 130 ans de salaire d'une de ses vendeuses), a alimenté la dernière campagne électorale de 2007, et un timide projet de loi a été déposé par le gouvernement Sarkozy pour encadrer ce genre de pratique.

Au Canada, aucune loi ne contrôle ce type de politique de « primes dorées » de départ ou même d'éviction d'un dirigeant. Quand on sait que des travailleurs et des travailleuses ne peuvent même pas se poser en créanciers privilégiés quand la caisse est vide, c'est difficile à avaler.

Il faut absolument que des Programmes d'aide aux travailleurs âgés (PATA) soient réactivés, des programmes ciblés pour les secteurs en difficulté. Avec les surplus de la caisse de l'assurance-emploi, à laquelle les travailleurs et les travailleuses ont contribué toute leur vie active, ce serait de la plus grande indécence sociale que de refuser ces humbles « parachutes de coton »!

Il faut aussi soutenir des programmes de formation. Quand on pense qu'à Lebel-sur-Quévillon, la mine Langlois, propriété du géant mondial Breakwater, veut embaucher 47 mineurs tunisiens, que 750 travailleurs ontariens œuvrent déjà dans nos mines et qu'on s'appête à faire venir 250 travailleurs miniers du Nouveau-Brunswick, alors qu'on sait que des chômeurs de la forêt attendent qu'on leur permette de travailler dans les mines, il y a, comme on dit « quelque chose de pourri au Royaume du Danemark ! »



Dans un contexte où le Québec discute d'accommodements et des niveaux d'immigration, ça équivaut à jeter du varsol sur la braise pour l'éteindre.

La privatisation de la santé

Prétextant la longueur des listes d'attente et le débordement des salles d'urgence, les tenants de la privatisation entendent bien profiter des brèches ouvertes par la Cour suprême du Canada et le gouvernement Charest quant au recours à l'assurance privée pour certains soins.

Le Québec bénéficie d'un régime public d'assurance-santé offrant une couverture complète et universelle des soins et services médicalement requis. Le mouvement syndical s'est battu pour sortir des régimes privés qui excluaient des millions de personnes.

Aux États-Unis, 47 millions de personnes n'ont aucune couverture d'assurance-santé, faute de véritable régime public. Et pourtant, les coûts de santé par habitant sont près du double de ce qu'ils sont au Canada, soit 6 697 \$ au lieu de 3 326 \$.

Mais où nous aurons à exercer la plus grande vigilance, c'est sur les effets pervers d'une éventuelle privatisation de la santé sur les coûts de production et même sur la compétitivité des entreprises.

Il est à craindre une inflation incontrôlable du coût des assurances collectives qui minerait non seulement le régime, mais la survie même de l'entreprise.

Le cas de la General Motors aux États-Unis en est une illustration pathétique.

Au fil des ans, GM est devenue le plus grand consommateur privé de soins de santé au monde, assumant les coûts de près d'un million de personnes.

Il en coûte à peu près 5,5 milliards de dollars par année (environ 1 000 dollars par voiture produite!) en soins de santé, qui s'ajoutent à un passif de 57 milliards de dollars. Et la valeur totale de la compagnie sur le marché est de moins de 17 milliards de dollars!

Il est assez paradoxal que les ténors de la libre entreprise et de la privatisation ne voient pas le système public de santé comme un avantage concurrentiel majeur pour les entreprises d'ici.

Nous aurons à proposer des solutions qui exigeront un sérieux brassage des façons de faire. On l'a dit, il est carrément indécent qu'un médecin spécialiste ne puisse opérer que six heures par semaine en bloc opératoire en raison d'une organisation du travail déficiente et des horaires restreints. Il faudrait également revoir la chaîne des actes délégués des médecins aux infirmières, puis aux auxiliaires et aux préposés. Avec imagination et courage, c'est un autre beau défi pour la FTQ dans les mois à venir. Vous serez toutes et tous appelés à donner du tonus à notre campagne dans le secteur de la santé, notamment en faisant circuler largement la pétition que vous trouverez sur le portail de la FTQ.



Les écarts salariaux public-privé

Il y a là une injustice profonde qu'il faudra bien régler et à laquelle il faudra encore une fois s'atteler.

À tous les mois de novembre, l'Institut de la statistique du Québec publie un rapport sur la rémunération au Québec. D'année en année, l'écart se creuse entre les secteurs privé et public.

En 2006, le retard salarial des employés des secteurs public et parapublic sur leurs collègues du secteur privé syndiqué était de 22%.

Le retard est encore de 15% sur l'ensemble des salariés québécois, syndiqués et non syndiqués. Il était de 12% en 2004 et de 10% en 2003.

Après avoir subi un gel salarial de deux ans en 2004 et 2005 suite à l'adoption de la loi 142, les hausses salariales se limiteront à 2% jusqu'en 2010, alors que les prévisions de hausses dans les autres secteurs sont de 3%.

Un autre des grands défis que la FTQ aura à affronter c'est de corriger cette profonde et inéquitable injustice.

Vers le développement durable

La question du réchauffement climatique et de ses conséquences prévisibles est de la plus brûlante actualité. Nous sommes tous et toutes confrontés à remettre en question nos façons de produire et de consommer. La notion même de développement durable, fondée sur une interaction entre les pôles économique, social et environnemental, est devenue pour les uns une obligation de prendre en compte l'économique au même titre que les autres volets, et pour d'autres, un frein impératif à tout développement affectant l'environnement.

Force est cependant de constater que le volet « social » est toujours demeuré le volet négligé de l'équation du développement durable. À certains égards, il peut être aussi inquiétant de voir se développer un certain « anti-humanisme » dans les franges extrêmes de l'écologisme radical. À un autre extrême, que penser d'une entreprise « verte » comme Cascades qui profite de l'engouement pour ses produits environnementaux à base de matières recyclées, qui entend transférer 60% de sa production aux États-Unis parce qu'un employé dans une usine canadienne coûte maintenant plus cher. Bravo pour le volet social du développement durable!

Mais nous devons d'abord et avant tout nous préparer aux conséquences économiques et sociales d'une transition vers le développement durable. Nos emplois, les emplois de demain, en dépendent.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement estime que les marchés des énergies renouvelables pourraient représenter 1,9 milliard de dollars d'ici 2020. L'efficacité énergétique, les technologies propres et les énergies renouvelables ont d'énormes potentiels de création d'emplois décents et productifs.

Le Bureau international du travail met de l'avant une Initiative pour des emplois verts dont on commence à peine à cerner le véritable contour.

Il serait vain de mettre des lunettes roses pour voir vert!

Des emplois de qualité disparaîtront sûrement, mais pour être remplacés par quelles occupations, dans quelles conditions, avec quel support? Le Canada et le Québec manquent cruellement d'études sérieuses sur les conversions à venir.

La FTQ aura dans les temps à venir à intégrer le développement durable dans sa politique de plein emploi et de relance économique. C'est un autre beau défi.

Une présence syndicale à préserver

En 2006, le Québec est demeuré la province la plus syndiquée au pays avec un taux de syndicalisation de 40,2%.

Les travailleurs syndiqués reçoivent des salaires plus élevés de 55% que les non-syndiqués, avec un salaire médian de 17\$ comparativement à 11\$ chez les non-syndiqués.

En conséquence, par le biais de la fiscalité progressive au Québec, les syndiqués participent davantage par leurs impôts aux charges de l'État, notamment en santé et en éducation.

Encore là, tout n'est pas acquis. Une nouvelle génération d'idéologues de droite a vu le jour. Les plus raffinés se contentent de nous taxer d'immobilisme et de corporatisme, remettent en cause le « modèle québécois » né de la Révolution tranquille et s'interrogent sur le rôle social du syndicalisme désormais tombé en désuétude.

D'autres moins subtils donnent carrément dans l'outrance verbeuse en s'attaquant au despotisme syndical, à tous ces « péculats et syndicalement de la gauche caviar », apôtres du national-syndicalisme.

Avec un certain patronat de choc, ce sont eux qui voudraient imposer un Code du travail minimaliste, qui font la promotion d'un système de santé inéquitable, qui défendent le droit à l'escalope pour allonger les heures de travail dans les magasins et qui voudraient bien imposer le vote secret obligatoire pour la syndicalisation.

Avec la fragilisation des emplois entraînée par la mondialisation, les crises structurelles dans plusieurs secteurs et la précarisation amenée par le recours de plus en plus grand au travail à temps partiel et sur appel sans titularisation, les occasions ne manqueront pas pour nous attaquer de tous côtés. Les nouveaux syndiqués en puissance seront de plus en plus difficile à organiser.

Sous couvert de liberté individuelle, le vote secret ne sert que de paravent à l'intimidation patronale. C'est un constat partout où il est en vigueur. Nous aurons à nous battre. Mais pour gagner, il faut être forts, il faut être unis.

Un des plus grands défis à rencontrer sera de contenir les luttes fratricides qui pourraient nous diviser entre nous alors qu'il nous reste tant à faire!

En guise d'Au revoir...

Vous savez déjà que je ne sollicite pas de nouveau mandat à la présidence. Dix années déjà, sans compter celles que j'ai passées au poste de secrétaire général... Bientôt quarante ans après ma première embauche comme conseiller au Syndicat canadien de la fonction publique, en 1968, à Terre des Hommes...

Je crois avoir donné tout ce que je pouvais donner.

Je m'attriste cependant de n'avoir pas été capable d'empêcher la véritable descente aux enfers qu'ont connue les travailleurs et travailleuses des services publics. La continuelle dégradation de leurs conditions de travail, de leur rémunération, l'augmentation de leurs charges, etc. Dieu que j'aurais aimé être capable d'en faire plus.

J'ai donné tout ce que je pouvais, mais vous m'avez tellement donné en retour... ne serait-ce que de savoir qu'en quelque part, un gars ou une fille te remercie de pouvoir rentrer chez lui la tête haute, avec de quoi mettre sur la table pour souper et dans la boîte à lunch des enfants pour l'école. Ça n'a pas de prix, cette estime-là.

La FTQ est une magnifique centrale, une puissante machine bien huilée, une ruche dans laquelle s'activent plus de 25 000 militants et militantes qui entretiennent la vie syndicale dans leur milieu, du délégué de plancher en usine au directeur québécois du syndicat... et tout ça fonctionne! On dit souvent que la FTQ en mène large au Québec, et même si ça ne va pas toujours comme on voudrait, on a la capacité de faire une différence pour des centaines de milliers de travailleurs, pour des millions de citoyens, pour peu qu'on travaille jalousement et d'arrache-pied à maintenir l'unité entre nous. Cette unité entre nous, c'est notre patrimoine le plus précieux.

Mon plus grand souhait, c'est que vous sachiez maintenir l'unité entre vous tous. Il n'y a rien de plus triste que de voir deux syndicats s'entre-déchirer pour une cinquantaine de membres au péril de ce qui fait notre force à tous, à tous les autres syndicats et à l'image du mouvement syndical déjà assez malmenée par les médias de la convergence!

C'est cette force qui a fait qu'heureusement, même quand on sortait pas mal égratignés d'une bataille, on ne s'est jamais ramassés à plat ventre ou KO.

Merci.

Henri Mauré



